



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2016
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 129 de l'ordre du jour

Enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient

Enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient

Note du Secrétaire général

1. J'ai l'honneur de me référer aux résolutions 1759 (XVII), 69/246 et 70/11 de l'Assemblée générale concernant l'enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. Conformément au paragraphe 1 de la résolution 69/246, j'ai désigné le 16 mars 2015 le Groupe d'experts indépendants chargé d'examiner les nouvelles informations concernant le décès de l'ancien Secrétaire général et des personnes qui l'accompagnaient, et d'en évaluer la valeur probante. Après la conclusion des travaux du Groupe en juin 2015, j'ai adressé une lettre au Président de l'Assemblée générale le 2 juillet 2015 (A/70/132) par laquelle je transmettais le rapport du Groupe ainsi que mes observations sur les progrès qui avaient été accomplis. Comme indiqué dans la lettre, le rapport a constitué une étape indispensable en ce qui concerne l'exercice de la responsabilité que nous avons tous d'établir les faits après toutes ces années et a contribué notablement à la recherche de la vérité sur les événements des 17 et 18 septembre 1961.

2. De l'avis du Groupe, si les nouvelles informations et analyses avaient montré que certaines hypothèses concernant les causes possibles de l'accident n'étaient pas fondées, nombre des informations qu'il avait évaluées avaient une valeur probante suffisante pour faire de l'attaque aérienne ou d'un autre fait d'origine extérieure une hypothèse à prendre en compte pour expliquer l'accident. En particulier, il avait conclu que certaines informations pouvaient également ouvrir des pistes non négligeables dans la recherche de la vérité concernant la ou les causes probables de l'accident et des morts tragiques qui en avaient résulté.

3. Comme suite à l'examen du rapport du Groupe d'experts, dans sa résolution 70/11, l'Assemblée générale a engagé tous les États Membres à communiquer toute information utile et à coopérer sans réserve et m'a prié de m'employer à obtenir les



informations demandées par le Groupe que les États Membres n'avaient pas encore communiquées. Dans la même résolution, elle m'a prié également d'étudier la possibilité de mettre en place une collection d'archives centrale ou toute autre solution globale, conformément aux recommandations du Groupe.

4. Comme indiqué dans le paragraphe qui précède, à la date à laquelle le Groupe a établi son rapport, certaines demandes d'information qu'il avait adressées à des États Membres n'avaient pas encore eu de suite. J'ai donc invité le Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies à demander aux États Membres concernés de donner suite aux demandes d'information du Groupe, en particulier pour ce qui était des aspects laissés sans réponse. Je lui ai également demandé de recueillir tous nouveaux éléments d'information transmis par des États Membres ou par d'autres sources et de les examiner de façon ciblée et concertée afin de déterminer s'ils modifiaient le caractère probant des informations déjà en notre possession. Le 18 novembre 2015, le Conseiller juridique a écrit aux représentants de la Belgique, des États-Unis d'Amérique, de la République d'Afrique du Sud et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour leur rappeler qu'ils n'avaient pas donné suite à certaines demandes d'information que leur avait adressées le Groupe.

5. Dans la lettre datée du 18 novembre 2015 adressée à la Représentante permanente de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies, il a été fait référence au paragraphe 114 du rapport du Groupe et à la demande du Groupe restée sans réponse sur la question de savoir si la Belgique détenait dans ses archives des documents sur l'existence éventuelle d'un pilote dénommé « Beukels ». Une réponse émanant de la Mission permanente de la Belgique a été reçue le 11 janvier 2016, qui confirmait qu'il n'existait pas de trace de l'existence d'un pilote dénommé « Beukels ». On trouvera à l'annexe I à la présente note le texte de la lettre adressée à la Représentante permanente de la Belgique et de la réponse qui a été reçue.

6. Dans la lettre datée du 18 novembre 2015 adressée au Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies, il a été fait référence à la réponse adressée au Groupe par ce pays le 10 juin 2015 et il a été demandé au Gouvernement britannique d'envisager de divulguer sous forme non caviardée certains documents auxquels le Groupe n'avait pas eu librement accès. Le Gouvernement a également été invité à confirmer qu'il avait fait des recherches dans les archives de tous les départements compétents, y compris celles de tous les services de sécurité et de renseignement. Une réponse émanant de la Mission permanente du Royaume-Uni a été reçue le 23 juin 2016; la Mission y indiquait que la position du Gouvernement britannique était restée inchangée depuis la lettre adressée au Groupe le 10 juin 2015. On trouvera à l'annexe II à la présente note le texte de la lettre adressée au Représentant permanent du Royaume-Uni et de la réponse qui a été reçue.

7. Dans la lettre datée du 18 novembre 2015 adressée à la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies, il a été fait référence aux paragraphes 84 et 94 du rapport du Groupe. Plus précisément, la lettre a servi à réitérer les demandes du Groupe portant sur des documents relatifs aux occupations d'un M. Southall, d'un M. Abram et d'un M. Doyle ainsi que sur l'éventuelle présence de deux appareils de l'armée de l'air américaine à Ndola les 17 et 18 septembre 1961 et d'éventuelles transmissions à

partir de ces appareils à ces mêmes dates. Une réponse a été reçue de la Mission des États-Unis le 10 juin 2016. Il y était indiqué que selon les informations disponibles, M. Southall s'était engagé dans la marine américaine en 1955 et était passé dans la réserve en 1969, puis avait pris sa retraite en 1978 avec le grade de commandant. Aucune autre information concernant la situation de M. Southall n'a été fournie. S'agissant de M. Abram, il a été dit que l'armée de l'air américaine n'avait trouvé aucun renseignement ayant un rapport avec les demandes du Groupe. Il a été indiqué qu'au début des années 60, M. Doyle travaillait pour la Central Intelligence Agency (CIA) dans la région du Congo. Concernant l'éventuelle présence de deux appareils de l'armée de l'air sur la piste de l'aéroport de Ndola les 17 et 18 septembre 1961 et d'éventuelles transmissions à partir de ces appareils, il a été dit que les recherches de l'armée de l'air n'avaient rien donné. On trouvera à l'annexe III à la présente note le texte de la lettre adressée à la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique et de la réponse qui a été reçue.

8. Dans la lettre datée du 18 novembre 2015 adressée au Représentant permanent de l'Afrique du Sud, il a été fait référence à la lettre du Groupe datée du 23 avril 2015. Le Groupe y demandait un complément d'information sur un dossier remis à la Commission Vérité et réconciliation d'Afrique du Sud en 1998, dans lequel auraient figuré des documents renvoyant à une opération dont le nom de code était « Celeste » et à la possible identité d'un national sud-africain répondant au nom de « Swanepoel ». Dans une réponse datée du 1^{er} juillet 2016, la Mission permanente de l'Afrique du Sud a noté une révélation faite lors d'auditions de la Commission Vérité et réconciliation dans les années 90 qui semble indiquer une éventuelle complicité du South African Institute for Maritime Research dans la mort de M. Hammarskjöld. Elle y fait part de son appui sans réserve à l'enquête, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale précitées. Elle y indique également que le Ministère de la justice et du développement constitutionnel a demandé que l'on recherche tous les documents, pièces ou informations pertinents, et que la demande de l'ONU concernant ces éléments serait examinée à la lumière des dispositions constitutionnelles et juridiques de la République d'Afrique du Sud. La réponse ne mentionnait pas expressément des documents concernant une personne répondant au nom de « Swanepoel ». On trouvera à l'annexe IV à la présente note le texte de la lettre adressée au Représentant permanent de l'Afrique du Sud et de la réponse qui a été reçue.

9. En ce qui concerne les réponses reçues aux lettres de relance relatives aux demandes du Groupe restées sans suite, je constate que la réponse émanant de la Belgique n'apporte rien de nouveau. Je note également que celle du Royaume-Uni confirme les éléments d'information mis à la disposition du Groupe le 10 juin 2015. Celle émanant des États-Unis confirme certains faits examinés par le Groupe et apporte des éléments d'information concernant la demande relative à M. Doyle. S'agissant de M. Southall, les États-Unis avaient confirmé précédemment qu'il servait dans la marine des États-Unis au moment des faits. Aucun autre élément d'information concernant la nature de son emploi ni son lieu de stationnement n'a été communiqué. S'agissant de M. Abram, aucun élément d'information n'a été fourni. Les États-Unis ont confirmé que M. Doyle travaillait pour la CIA dans la région du Congo au début des années 60. Au vu de ce qui précède, je note que les réponses reçues de la Belgique, du Royaume-Uni et des États-Unis ne semblent pas modifier les conclusions auxquelles le Groupe était parvenu, en particulier en ce qu'elles ont trait à l'existence d'une valeur probante suffisante pour faire de

l'attaque aérienne ou d'un autre fait d'origine extérieure une hypothèse à prendre en compte pour expliquer l'accident.

10. En ce qui concerne la réponse de l'Afrique du Sud, il semble possible que certains documents, s'il s'avère qu'il s'agit de documents originaux, n'aient pas été examinés lors des enquêtes antérieures. Les copies de ces documents auxquelles le Groupe fait référence semblent renvoyer à une opération dont le nom de code était « Celeste » et dont l'objectif déclaré était « d'écarter » Dag Hammarskjöld. Le Groupe n'a pas pu déterminer l'authenticité des documents dont il n'avait que des copies de mauvaise qualité. Si l'Afrique du Sud détenait effectivement les documents originaux, il serait possible de procéder à des expertises et autres types d'analyses afin d'en déterminer l'authenticité. Selon que les documents sont authentiques ou non, l'hypothèse relative à l'« opération Celeste » serait alors confirmée ou écartée, ce qui dans un cas comme dans l'autre contribuerait à écarter des zones d'ombre.

11. Depuis que le Groupe a achevé ses travaux, l'ONU a continué de recevoir des communications émanant de diverses personnes, y compris jusqu'à la date de publication de la présente note. Elles ne sont pas suffisamment complètes pour que je puisse juger si elles influenceront ou non sur le caractère probant des informations examinées par le Groupe. À mon sens, elles représentent des pistes que nous n'avons pas encore fini d'explorer.

12. Dans ma lettre datée du 2 juillet 2015 adressée au Président de l'Assemblée générale, j'avais jugé qu'une nouvelle enquête serait nécessaire. J'estime que cela est toujours le cas. L'Assemblée générale semble avoir prévu le cas puisque dans sa résolution 70/11 elle a considéré qu'une nouvelle enquête serait nécessaire pour établir définitivement les faits relatifs à la question. Toutefois, toute nouvelle enquête bénéficierait d'une évaluation des nouveaux éléments d'information qui pourraient être reçus, notamment ceux qui pourraient émaner de l'Afrique du Sud. L'Assemblée souhaitera peut-être commencer par nommer ou m'autoriser à nommer une ou plusieurs éminentes personnalités qui seraient chargées d'examiner d'éventuels éléments d'information nouveaux, notamment ceux émanant d'Afrique du Sud. Ces personnes pourraient ensuite déterminer la portée à donner à toute nouvelle enquête.

13. J'engage encore une fois tous les États Membres à s'attacher à localiser les documents et éléments d'information pertinents et à examiner en vue de sa divulgation éventuelle tout élément d'information qui est encore classé confidentiel ou qui n'a pas été rendu public pour toute autre raison. J'ai ainsi autorisé la diffusion des archives de l'Organisation dont la responsabilité m'incombe conformément aux règles et réglementations pertinentes; certaines d'entre elles étaient encore confidentielles ou strictement confidentielles au moment de l'établissement du rapport du Groupe.

14. Conformément à la recommandation du Groupe et comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/11, j'ai également étudié la possibilité de mettre en place une collection d'archives centrale ou toute autre solution globale permettant à l'ONU et à toutes autres parties autorisées d'accéder par voie électronique ou tout autre moyen approprié aux documents et archives, l'objectif étant d'en renforcer durablement la préservation et l'accès. À cette fin, une liste d'institutions et de personnes susceptibles de détenir des documents ou des archives portant sur la question a été établie et l'Organisation a commencé à

rassembler les inventaires des documents et des archives. Une fois qu'elle aura reçu suffisamment de réponses pour constituer un premier catalogue, qui sera voué à s'enrichir, elle devra prendre des dispositions aux fins de la gestion et de la consultation du catalogue, élément qui pourrait être au cœur d'une collection d'archives centrale. Une évaluation préliminaire indique que les éléments seront probablement abondants et que bon nombre seront sous forme électronique. Il semble donc faisable pour une seule entité de centraliser des copies électroniques de tous les documents et archives utiles et d'en assurer la gestion au moyen d'une base de données électronique.

15. Il est de notre responsabilité à tous de faire la lumière sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient. À cette fin, je demande encore une fois à l'Assemblée générale d'appeler de nouveau les États Membres, comme suite au paragraphe 2 de ses résolutions 69/246 et 70/11, à faire en sorte de lever le secret attaché à tous les documents qui sont toujours classés confidentiels plus de 50 ans après les faits ou de communiquer ces documents d'une autre manière, aux fins d'examen, à une ou plusieurs éminentes personnalités auxquelles elle jugerait bon de confier cette tâche. Comme je l'ai déjà noté, ceci pourrait bien être notre dernière chance de connaître la vérité. C'est là notre devoir solennel à l'égard de mon illustre prédécesseur, Dag Hammarskjöld, des personnes qui l'accompagnaient et de leur famille.

Annex I



POSTAL ADDRESS-ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
TELEPHONE NO. (212) 963-1234; FAX NO. (212) 963-3155

18 November 2015

Excellency,

I have the honor to refer to the General Assembly resolution 69/246 of 29 December 2014 requesting the Secretary-General to appoint an Independent Panel of Experts in order to examine and assess the probative value of new information related to the tragic death of former Secretary-General Dag Hammarskjöld and of members of the party accompanying him. I have further the honor to refer to the letter dated 2 July 2015 from the Secretary-General addressed to the President of the General Assembly transmitting the report of the Panel together with a transmittal letter from the Head of the Panel (A/70/132). On behalf of the Secretary-General, I wish to express his sincere appreciation for the information and material provided by your Government in order to assist the Panel in its work.

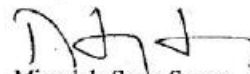
It will be recalled that, in transmitting the Panel's report to the President of the General Assembly, the Secretary-General endorsed the Panel's views that "the final revelation of the whole truth about the conditions and circumstances resulting in the tragic death ... would still require the United Nations, as a matter of continuity and priority, to further critically address remaining information gaps, including in the existence of classified materials and information held by Member States and their agencies that may shed further light on this fatal event and its probable cause or causes". Of particular relevance is material and information which relates to the information that the Panel has assessed as having moderate probative value.

As stated in his letter to the President of the General Assembly, the Secretary-General requested that I engage with the Member States concerned to follow up on the unfulfilled aspects of the Panel's requests for information. In this regard, I wish to refer to paragraph 114 of the Panel's report regarding the Panel's unanswered query to your Government "whether it has among its files and records material related to the possible existence of a pilot by the name 'Beukels'". It will be recalled that with its letter, dated 23 April 2015, a copy of which is attached, the Panel sought such information from your Government.

Her Excellency
Ms. Bénédicte Frankinet
Permanent Representative of Belgium
to the United Nations
New York

The Secretary-General is of the view that it is the shared responsibility of the Organization and its Member States "to pursue the full truth concerning the conditions and circumstances resulting in the tragic death of Dag Hammarskjöld and the others accompanying him". To this end, I respectfully request that the relevant authorities of your Government share with the United Nations any material or information that they may have in relation to the above-mentioned subject.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Miguel de Serpa Soares
Under-Secretary-General for Legal Affairs
and United Nations Legal Counsel



Représentation Permanente du Royaume de Belgique
auprès des Nations Unies

One Dag Hammarskjöld Plaza
805 Second Avenue, 41st floor
New York, NY 10017
Tel +1(212)378 63 00
Fax +1(212)681 76 18
Mail newyorkun@diplobel.fed.be
www.diplomatie.be/newyorkun

Réf.: NYKUNO/JUR 01/NV/amr/2016/009

CONFIDENTIEL

Le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général adjoint pour les Affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer à la note verbale du 18 novembre 2015 concernant « L'Enquête sur les conditions et les circonstances de la mort tragique de Dag Hammarskjöld et des personnes qui l'accompagnaient ».

Le Représentant permanent de la Belgique auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire savoir au Secrétaire général adjoint pour les Affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies que la Belgique confirme n'avoir trouvé aucune trace de l'existence d'un pilote dénommé Beukels, ni dans les archives diplomatiques ni dans les archives de sociétés privées (Société générale, Union Minière et Sibeka) conservées aux Archives générales du Royaume. A toute fin utile, il précise que ces archives sont d'accès public et consultables sur demande.

New York, le 11 janvier 2016

Le Secrétaire général adjoint pour les Affaires juridiques
de l'Organisation des Nations Unies
Bureau S-3620
New York

.be

Annex II



POSTAL ADDRESS-ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
TELEPHONE NO: (212) 963-1234; FAX NO: (212) 963-3155

18 November 2015

Excellency,

I have the honour to refer to General Assembly resolution 69/246 of 29 December 2014 requesting the Secretary-General to appoint an Independent Panel of Experts in order to examine and assess the probative value of new information related to the tragic death of former Secretary-General Dag Hammarskjöld and of members of the party accompanying him. I have the further honour to refer to the letter dated 2 July 2015 from the Secretary-General addressed to the President of the General Assembly transmitting the report of the Panel together with a transmittal letter from the Head of the Panel (A/70/132).

It will be recalled that, in transmitting the Panel's report to the President of the General Assembly, the Secretary-General fully endorsed the Panel's views that "the final revelation of the whole truth about the conditions and circumstances resulting in the tragic death ... would still require the United Nations, as a matter of continuity and priority, to further critically address remaining information gaps, including in the existence of classified material and information held by Member States and their agencies that may shed further light on this fatal event and its probable cause or causes". Of particular relevance is material and information which relates to the information that the Panel has assessed as having moderate probative value.

As stated in his letter to the President of the General Assembly, the Secretary-General requested that I engage with the Member States concerned to follow up on the unfulfilled aspects of the Panel's requests for information. In this regard, I wish to refer to the Panel's report, and more specifically to the Panel's letter, dated 23 April 2015. Your Government's response to this letter, dated 10 June 2015, informed that Panel as follows:

"The vast majority of UK material relating to these events has already been released to The National Archives at Kew and is available to the public there. The FCO has co-ordinated a search across all relevant UK departments. None of these departments have identified any pertinent material."

His Excellency
Mr. Matthew Rycroft, CBE
Permanent Representative of the United Kingdom
to the United Nations
New York

"I have also commissioned a review of all the retained material listed in your letter to determine whether this material can now be released. This review has been carried out on the basis that all relevant information should be released to the Panel unless it is absolutely necessary to continue to withhold it."

"I regret that our review has determined that we are not in a position to release any of the retained material. We have reviewed all of the individual redactions and we have concluded that this information must continue to be withheld under Section 3(4) of the UK Public Records Act. In all cases the reason for these redactions is that the information cannot be released for security-related reasons."

"The redactions consist of individual pieces of text, within otherwise open files. We are not retaining any whole documents or files. The total amount of information withheld is very small and most of the redactions only consist of a few words. The limited nature of these redactions can be seen in the files which are openly available at The National Archives. Our assessment is that all information of value to the Panel has already been released to The National Archives in the files you have identified and that release of the redacted material would not provide anything of additional value for the Panel's work."

As stated by the Secretary-General, it is the shared responsibility of the Organization and its Member States "to pursue the full truth concerning the conditions and circumstances resulting in the tragic death of Dag Hammarskjöld and the others accompanying him". While your Government has informed the Panel that the information withheld "is very small and most of the redactions consist of a few words", I respectfully request that your Government consider releasing the materials in question without any redactions. I also respectfully request that your Government confirm that its search of "all relevant UK departments" has included a search of all security and intelligence agencies, as has been indicated by other Member States of which similar information has been sought.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Miguel de Serpa Soares
Under-Secretary-General for Legal Affairs
and United Nations Legal Counsel



United Kingdom
Mission to the
United Nations

23 June 2016

The Permanent Representative,
Matthew Rycroft CBE
One Dag Hammarskjöld Plaza
885 Second Avenue
New York, NY 10017

Tel: +1 212 745 9334
Fax: +1 212 745 9316
gov.uk/world/un-newyork

Miguel de Serpa Soares
Under Secretary-General for Legal Affairs
The Legal Counsel
Office of Legal Affairs
S-3620
United Nations
New York

For Under Secretary General

DAG HAMMARSKJÖLD PANEL

Thank you for your letter of 17 March. I am sorry not to have been able to reply until now.

I refer you again to the letter dated 10 June 2015 from the Foreign and Commonwealth's Departmental Records Officer, Mr Robert Deane. The United Kingdom's position on release of information has not changed since that letter. The United Kingdom considered very carefully whether there was any material we could release before sending the June 2015 letter explaining that we are not in a position to release any of the retained material. Our position remains the same and we are not able to release the materials in question without any redactions.

As set out in the United Kingdom's letter of June 2015, the redactions consist of individual pieces of text, within otherwise open files. The total amount of information withheld is very small and most of the redactions only consist of a few words. The limited nature of these redactions can be seen in the files which are openly available at The National Archives.

You have also asked whether our searches included a search of all security and intelligence agencies. On 10 May 2016, in a response to a Parliamentary Question on

this subject, the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs, the Rt Hon Philip Hammond MP, said that "the Foreign and Commonwealth Office (FCO) coordinated a search across all relevant UK Government departments."

Our assessment is still that all information of value to the Panel has already been released to The National Archives and that release of the redacted material would not provide anything of additional value for the Panel's work.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Matthew Rycroft', with a stylized flourish at the end.

Matthew Rycroft

Annex III



POSTAL ADDRESS-ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
TELEPHONE NO. (212) 963-1234; FAX NO. (212) 963-3155

18 November 2015

Excellency,

I have the honor to refer to the General Assembly resolution 69/246 of 29 December 2014 requesting the Secretary-General to appoint an Independent Panel of Experts in order to examine and assess the probative value of new information related to the tragic death of former Secretary-General Dag Hammarskjöld and of members of the party accompanying him. I have further the honor to refer to the letter dated 2 July 2015 from the Secretary-General addressed to the President of the General Assembly transmitting the report of the Panel together with a transmittal letter from the Head of the Panel (A/70/132). On behalf of the Secretary-General, I wish to express his sincere appreciation for the information and material provided by your Government in order to assist the Panel in its work.

It will be recalled that, in transmitting the Panel's report to the President of the General Assembly, the Secretary-General endorsed the Panel's views that "the final revelation of the whole truth about the conditions and circumstances resulting in the tragic death ... would still require the United Nations, as a matter of continuity and priority, to further critically address remaining information gaps, including in the existence of classified materials and information held by Member States and their agencies that may shed further light on this fatal event and its probable cause or causes". Of particular relevance is material and information which relates to the information that the Panel has assessed as having moderate probative value.

As stated in his letter to the President of the General Assembly, the Secretary-General requested that I engage with the Member States concerned to follow up on the unfulfilled aspects of the Panel's requests for information. In this regard, I wish to refer to paragraphs 84 and 94 of the Panel's report regarding information not yet provided by your Government. Specifically, I refer to the following requests from the Head of the Panel. In the letter, dated 23 April 2015, the Panel indicated to your Government as follows:

"the Panel would welcome information about whether Mr. Southall and Mr. Abram were enlisted in the US Navy and Air Force, respectively, or other branches of the US Government at the time in question; stationed in Cyprus and Greece, respectively; and whether and in what capacity they worked in support of the National Security Agency at that time".

Her Excellency
Ms. Samantha Power
Permanent Representative of the United States
to the United Nations
New York

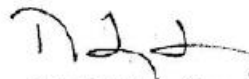
"The Panel notes the Commission's reporting on the presence of two US Air Force aircraft, possibly DC-3 Dakotas, on the tarmac at Ndola airfield on the night of the crash, which Rhodesian Royal Air Force Squadron Leader Mussell reported to the UN inquiry of 1962 were 'sitting on the airfield with their engines running'. The latter observation was assessed at the time as inviting the possibility those on board were listening to radio communications in the area or transmitting information to another station or both. In assessing the probative value of this information, the Panel respectfully requests the competent US authorities to search their records for and share with the Panel any information they may have in their possession obtained or transmitted by those aboard the two US Air Force aircraft that could shed light on the circumstances relating to the tragic crash of flight SE-BDY."

In the letter dated 28 May 2015, the Panel indicated to your Government as follows:

"The Panel would be grateful for information about whether Mr. Doyle was a member of the Central Intelligence Agency or other US Government department or agency and, if so, whether he was posted to the Congo or the surrounding region at or around the time in question."

As stated by the Secretary-General, it is the shared responsibility of the Organization and its Member States "to pursue the full truth concerning the conditions and circumstances resulting in the tragic death of Dag Hammarskjöld and the others accompanying him". To this end, I respectfully request that the relevant authorities of your Government share with the United Nations any material or information that they may have in their custody or possession in response to the above queries from the Panel, which have remained unanswered.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Miguel de Serpa Soares
Under-Secretary-General for Legal Affairs
and United Nations Legal Counsel



UNITED STATES MISSION TO THE UNITED NATIONS

799 UNITED NATIONS PLAZA
NEW YORK, N. Y. 10017-3505

June 10, 2016

Dear Under-Secretary-General Soares,

I am writing with reference to your letters dated November 18, 2015 and March 17, 2016. I am responding to your letters on behalf of Ambassador Power.

In your letters, you made reference to the Independent Panel of Experts which was charged with examining and assessing the probative value of new information related to the tragic death of former Secretary-General Dag Hammarskjöld and of members of the party accompanying him, and you expressed your appreciation for the information and material provided by the United States Government in order to assist the Panel in its work. In your letters, you also requested that the relevant authorities of the US Government share with the United Nations any material or information that they may have in their custody or possession in response to the following queries of the Panel. The US Government's response follows each of the queries below.

1. Query: "The Panel would welcome information about whether Mr. Southall and Mr. Abram were enlisted in the US Navy and Air Force, respectively, or other branches of the US Government at the time in question; stationed in Cyprus and Greece, respectively; and whether and in what capacity they worked in support of the National Security Agency at that time."

Response: As noted in my letter dated June 9, 2015, with respect to Mr. Southall, we have received information that indicates that he joined the Navy in 1955 and was released from active duty in 1969, and that he retired from the Naval Reserve in 1978 at the rank of commander. The US Navy has conducted a search and has found no further information regarding Mr. Southall responsive to the above queries. The US Air Force has conducted a search and has found no information regarding Mr. Abram responsive to the above queries. We are not aware of any other information in response to the above queries.

Mr. Miguel de Serpa Soares
Under-Secretary General and Legal Counsel
Office of Legal Affairs
United Nations S-3620
New York, New York

-2-

2. Query: "The Panel notes the Commission's reporting on the presence of two US Air Force aircraft, possibly DC-3 Dakotas, on the tarmac of Ndola airfield on the night of the crash, which Rhodesian Royal Air Force Squadron Leader Mussell reported to the UN inquiry of 1962 were 'sitting on the airfield with their engines running.' The latter observation was assessed at the time as inviting the possibility those on board were listening to radio communications in the area or transmitting information to another station or both. In assessing the probative value of this information, the Panel respectfully requests the competent US authorities to search their records for and share with the Panel any information they may have in their possession obtained or transmitted by those aboard two US Air Force aircraft that could shed light on the circumstances relating to the tragic crash of flight SE-BDY."

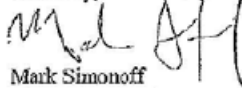
Response: The United States Air Force has conducted a search and has not found any documents or information regarding the presence of any US Air Force aircraft on the tarmac at Ndola airport in September of 1961.

3. Query: "The Panel would be grateful for information about whether Mr. Doyle was a member of the Central Intelligence Agency or other US Government department or agency and, if so, whether he was posted to the Congo or the surrounding region at or around the time in question."

Response: In the early 1960's, Mr. Doyle worked for the Central Intelligence Agency in the Congo region.

I hope that the information that the United States has provided has been of assistance to you.

Sincerely,



Mark Simonoff
Minister Counsellor
Legal Affairs

Annex IV



POSTAL ADDRESS-ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
TELEPHONE NO: (212) 963-1214; FAX NO: (212) 963-3155

18 November 2015

Excellency,

I have the honor to refer to the General Assembly resolution 69/246 of 29 December 2014 requesting the Secretary-General to appoint an Independent Panel of Experts in order to examine and assess the probative value of new information related to the tragic death of former Secretary-General Dag Hammarskjöld and of members of the party accompanying him. I have further the honor to refer to the letter dated 2 July 2015 from the Secretary-General addressed to the President of the General Assembly transmitting the report of the Panel together with a transmittal letter from the Head of the Panel (A/70/132).

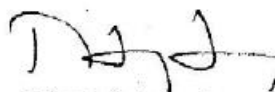
It will be recalled that, in transmitting the Panel's report to the President of the General Assembly, the Secretary-General endorsed the Panel's views that "the final revelation of the whole truth about the conditions and circumstances resulting in the tragic death ... would still require the United Nations, as a matter of continuity and priority, to further critically address remaining information gaps, including in the existence of classified materials and information held by Member States and their agencies that may shed further light on this fatal event and its probable cause or causes". Of particular relevance is material and information which relates to the information that the Panel has assessed as having moderate probative value.

As stated in his letter to the President of the General Assembly, the Secretary-General requested that I engage with the Member States concerned to follow up on the unfulfilled aspects of the Panel's requests for information. In this regard, I wish to refer generally to the Panel's report and more specifically to the Panel's letter, dated 23 April 2015, requesting that the competent South African authorities search for and share the information and material they may have in their possession in respect of the queries set forth in that letter. A copy of the Panel's letter, dated 23 April 2015, which has remained unanswered, is attached.

His Excellency
Mr. Jeremiah Nyamane Kingsley Mamabolo
Permanent Representative of the Republic
of South Africa to the United Nations
New York

As stated by the Secretary-General, it is the shared responsibility of the Organization and its Member States "to pursue the full truth concerning the conditions and circumstances resulting in the tragic death of Dag Hammarskjöld and the others accompanying him". To this end, I respectfully request that the relevant authorities of your Government share with the United Nations any material or information that they may have in response to the Panel's specific requests dated 23 April 2015 they may have in their custody or possession.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.



Miguel de Serpa Soares
Under-Secretary-General for Legal Affairs
and United Nations Legal Counsel



Note No. 373 / 2016

The Permanent Mission of the Republic of South Africa to the United Nations presents its compliments to the Office of Legal Affairs and Legal Counsel of the United Nations, and has the honour to refer to the letter dated 18 November 2015 requesting assistance from the South African authorities in acquiring possible new information relating to the death of former UN Secretary-General Mr Dag Hammarskjöld in 1961.

The Republic of South Africa wishes to assure the Office of Legal Affairs of its full support of the investigation and for the request to provide the Secretary-General with relevant information related to the death of Mr Dag Hammarskjöld and the members of the party accompanying him. The Republic of South Africa has taken note of the Report of the Independent Panel of Experts, which, amongst others, notes a revelation made during the Republic of South Africa's Truth and Reconciliation Commission (TRC) hearings in 1990s pointing to the possible involvement of an "SA Institute for Maritime Research (SAIMR)" in the death of Mr Hammarskjöld.

The Department of Justice and Constitutional Development has directed that a search be undertaken for any documents, records or information in compliance with the above UN General Assembly resolution. The Secretary-General, through the Office of Legal Affairs will be kept abreast of developments once the documentation has been located and the request from the Office of Legal Affairs will be considered in-line with the relevant constitutional and legal requirements of the Republic of South Africa.

The Permanent Mission of the Republic of South Africa to the United Nations avails itself of this opportunity to renew its highest consideration to the Office of Legal Affairs and Legal Counsel of the United Nations.

1 July 2016
New York

Office of Legal Affairs and Legal Counsel
United Nations
New York

